

Le pouvoir aux travailleurs

26 octobre 2014

N° 205

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- PROCÈS DES PRO-GBAGBO : COMMENT LES CAPITALISTES TRAITENT LEURS DOMESTIQUES POLITIQUES !.....	4
- UN BON PREMIER MINISTRE C'EST D'ABORD FAIT POUR SERVIR LA SOUPE AUX GRANDS CAPITALISTES !.....	3
- COMMENT LUTTER CONTRE LE VIRUS D'EBOLA QUAND IL N'Y A NI EAU NI TOILETTE ?.....	3 - 4
- L'INCURIE DES AUTORITÉS RESPONSABLE DES ACCIDENTS A RÉPÉTITION SUR LE TRONCON N'DOTRÉ-SOTRAPIM.....	4
- UN GOUVERNEMENT D'AFFAIRISTES QUI S'OCCUPE DE L'ÉDUCATION.....	5
MECONTENTES, LES TRAVAILLEURS DU PONT DE JACQUEVILLE BLOQUENT LES TRAVAUX PENDANT DEUX JOURS.....	6 - 7
- LES TRAVAILLEURS DE CICO SYNATRESOR SE FONT RESPECTER APRÈS DEUX JOURS DE GRÈVE.....	7
- EBOLA L'IMPUISSANCE DES ÉTATS AFRICAINS ET L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE ...	8

PROCÈS DES PRO-GBAGBO : COMMENT LES CAPITALISTES TRAITENT LEURS DOMESTIQUES POLITIQUES !

Le procès des partisans de Gbagbo s'est ouvert à Abidjan. Le Rdr-Pdci au pouvoir se présente aujourd'hui en juge. Comme si ses dirigeants n'étaient pas responsables des massacres et des exactions à Duékoué, à Bouaké et à Abidjan. Comme si le Pdci n'était pas à l'origine de la haine « ivoiritaire », ethniste et xénophobe qui a entraîné la barbarie dans ce pays. Ils se veulent blancs comme neige, alors qu'ils sont responsables au même titre que les dirigeants du FPI ! Au besoin, ils trouveront bien quelques lampistes de leur bord à jeter aussi en pâture.

Du point de vue des travailleurs, tous ces hommes politiques du Pdci, du Fpi, du Rdr et consorts sont blanc-bonnet, bonnet-blanc. Et pour cause, depuis toutes ces années, les dirigeants de tous ces partis se sont succédé au pouvoir et ont mené la même politique favorable aux plus riches. Ils ont bradé aux capitalistes privés, aux Bolloré, Bouygues, à l'Aga Khan et consorts, les entreprises d'Etat les plus juteuses. C'est ainsi que le port, les télécommunications, l'électricité y sont passés. Le pouvoir FPI qui prétendait être différent des autres a même fait mieux : non seulement il a continué la même politique initiée par le Pdci, mais il a aussi engraisé comme jamais auparavant les banquiers occidentaux, français et américains, qui ont empoché, sous forme de remboursement de dette près de 500 milliards de francs Cfa tous les ans durant le pouvoir Fpi. Un vrai hold-up qui ne dit pas son nom ! Bien sûr, aucun travailleur n'a jamais vu la couleur de cette dette. L'argent pour la rembourser, le FPI n'a pas été le chercher dans les coffres de ces mêmes rapaces capitalistes, ou encore dans les comptes bancaires des Houphouët et autre Bédié où au moins une petite partie y avait probablement atterri sous forme de commission. En bons serviteurs des intérêts capitalistes, c'est aux travailleurs que les dirigeants du FPI ont demandé de payer la note. Cela s'était traduit par la politique de la « *trêve sociale* » dont bien des travailleurs se souviennent. Cette politique a entraîné une aggravation sans pareil des conditions vie et de travail de la classe laborieuse durant le pouvoir FPI. Alors, oui, tous ces partis en lutte pour la mangeoire ont montré qu'ils sont avant tout au service de la classe possédante !

Les puissances capitalistes préfèrent, bien entendu, avoir à leur service un pouvoir servile. Le café, le cacao, le coton, l'hévéa et le pétrole, constituent en l'occurrence une énorme source de profit qu'elles veulent surtout préserver. Alors, Elles avaient le choix entre deux postulants les mieux aptes à défendre leurs intérêts : Gbagbo et Ouattara. Comme on le sait, elles ont préféré finalement miser sur le second. Alors, n'ayant pas besoin, au moins pour l'instant, ni de Gbagbo, ni de son équipe, malgré tous les services rendus, eh bien ces messieurs les capitalistes se comportent envers leurs domestiques politiques comme n'importe quel capitaliste se comporte envers un travailleur journalier dans le bâtiment ou dans la zone industrielle de Yopougon : il le met à la porte ! Sans la manière.

L E U R S O C I E T E

UN BON PREMIER MINISTRE C'EST D'ABORD FAIT POUR SERVIR LA SOUPE AUX GRANDS CAPITALISTES !

Le Premier ministre Kablan Duncan, accompagné de quelques ministres et collaborateurs, a effectué un voyage de quelques jours aux Etats-Unis, pour participer à l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du Fmi. Ils en ont profité pour se remplir les poches sous forme de frais de mission.

Lui et sa petite délégation ont, paraît-il, pompé 400 millions de francs en per diem. Manque de chance pour eux, l'affaire s'est ébruitée. Ça fait tout de même bien mauvais genre d'être pris la main dans le sac comme un vulgaire « *brouteur* ». Au point que son mentor Ouattara s'est même vu obligé de lui remonter les bretelles publiquement. D'autant plus qu'il n'est pas impossible qu'une partie du séjour aurait été même pris en charge par « *le pays hôte* ». Les journaux qui en ont fait leurs choux gras se sont focalisés sur une « *assistante* » de ministre qui aurait empoché chaque jour une somme de 1,5 millions de francs Cfa, pour ne rien dire sur ce qu'ont coûté individuellement à l'Etat de Côte d'Ivoire tous ces ministres en ballade et paraît-il, tous logés dans des suites présidentielles. Soit dit en passant, ce sont ces mêmes ministres

qui font ensuite des discours aux travailleurs pour leur dire que les caisses de l'Etat sont vides et qu'il faut se serrer la ceinture !

C'est à l'occasion de ce voyage que Kablan Duncan s'est vu décerner le titre de « *meilleur ministre de la Finance* », de l'Afrique Sub-saharienne par un magazine américain, « *Emerging Market* ».

C'est ainsi que les capitalistes américains jugent et remercient leurs serviteurs dans les pays où ils font des affaires. Kablan Duncan fait partie de ceux-là. Il leur a déjà maintes fois démontré sa servilité tout au long de sa longue carrière dans les rouages de l'appareil d'Etat ivoirien.

D'ailleurs lors de son séjour américain, on apprend que des contrats juteux avec la Côte d'Ivoire sont en cours de signatures pour le grand profit du pétrolier Exxonmobil qui a été servi royalement à n'en pas douter. Des discussions sont aussi engagées avec d'autres pétroliers américains que sont Anadarko et Halliburton. Quand on invite autant de capitalistes, et non les moindre, à venir se remplir les poches, ça vaut bien une petite décoration. Non ?

COMMENT LUTTER CONTRE LE VIRUS D'EBOLA QUAND IL N'Y A NI EAU NI TOILETTE ?

Pour la prévention contre les risques de contamination du virus d'Ébola, il est demandé aux populations de ne pas manger de la viande de brousse, de ne pas se

saluer et de régulièrement se laver les mains. Telles sont les mesures qu'il faut prendre. En effet, vu la désolation que le virus sème sur son passage, aucune mesure n'est de trop pour

L E U R S O C I E T E

prévenir la maladie. Seulement, après avoir sensibilisé les populations à la pratique d'hygiène, il faudrait bien que les mesures d'accompagnement suivent pour rendre la prévention plus efficace. Mais que constatons-nous ?

Dans certains établissements scolaires des quartiers pauvres par exemple, il n'y a pas d'eau courante. Près de six écoles primaires publiques de pk18, quartier de la commune d'Abobo, n'ont ni eau courante ni toilettes. Même le collège moderne de

pk18 où sont scolarisés plus de 1500 élèves se trouve dans le même cas. C'est la même chose dans les autres quartiers pauvres comme « *Derrière les Rails* » où aucune école n'a de l'eau courante. Avec quoi les élèves vont-ils se laver les mains pour prévenir les risques de contamination ? Vu que la menace est réelle, l'Etat, en plus des tapages publicitaires, doit faire installer de l'eau courante dans les établissements scolaires. Mais ce serait certainement trop leur demander.

UN GOUVERNEMENT D'AFFAIRISTES QUI S'OCCUPE DE L'ÉDUCATION

Les étudiants de l'UFR de Physique – Chimie de l'université de Cocody sont rentrés en grève en début octobre pour réclamer l'équipement de leurs salles de travaux pratiques en matériels didactiques. Ces étudiants qui exprimaient leur mécontentement devant la présidence de l'université ont été dispersés par la police à coup de jet de gaz lacrymogène.

Cela fait deux ans, depuis la réouverture des universités que ces étudiants attendent ce matériel qui leur a été promis. En attendant les cours de travaux pratiques se déroulent uniquement de façon théorique faute de matériels didactique dans les laboratoires.

Et pourtant, les universités publiques ont connu des travaux de rénovation qui ont coûté 110 milliards. Le gouvernement avait alors promis d'équiper les laboratoires, de construire plus d'amphithéâtres, de

créer une salle informatique de 1000 postes ainsi qu'une bibliothèque gigantesque qui fonctionnerait 24 heures sur 24.

Mais rien de tout cela n'a été fait. Les autorités universitaires se sont contentés de repeindre les bâtiments, tondre les gazons, abattre les arbres, construire des piscines avec jet d'eau, etc. mais les amphithéâtres sont surchargés, les laboratoires sont vides, il n'y a pas de bibliothèque, il n'y a même pas de toilettes, les étudiants sont contraints de faire leurs besoins dans la broussaille.

Et dire qu'avec tout ça, les frais d'inscription ont connu une hausse sans précédent passant de 6.000 F à 30.000 F pour le premier cycle, à 60.000 F pour le second cycle et à 90.000 F pour le troisième cycle.

C'est une escroquerie, rien de plus.

L E U R S O C I E T E

L'INCURIE DES AUTORITÉS RESPONSABLE DES ACCIDENTS A RÉPÉTITION SUR LE TRONCON N'DOTRÉ-SOTRAPIM

Le Jeudi 23 octobre dernier, un gros camion est rentré en collision avec un taxi compteur sur ce tronçon aux environs de 19 heures. Le camion s'est carrément renversé coupant du coup la voie. Heureusement, il n'y a pas eu de perte en vies humaines à déplorer. Toutefois, il y a eu des blessés sans compter les dégâts.

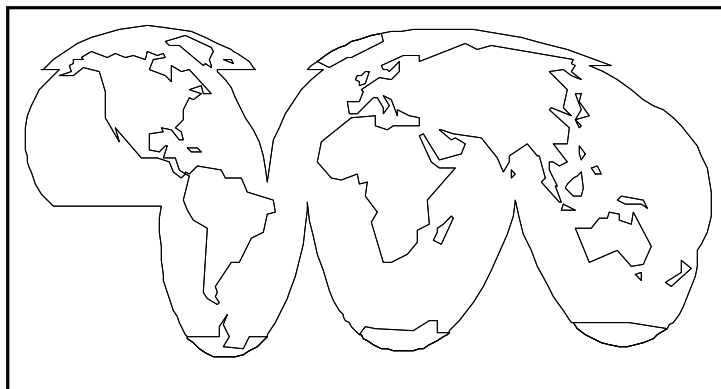
Il ne se passe pas de semaine sans son lot d'accidents à cet endroit. Et pour cause depuis plusieurs mois, un trou béant causé par les eaux de ruissellement a bouffé une grande partie de la voie. De plus il manque une signalisation digne de ce nom pour prévenir les automobilistes du danger. Mais les autorités ne semblent pas pressées de résoudre ce problème. Les travaux entamés traînent depuis

plusieurs mois et les accidents qui se multiplient n'ont pas l'air de les émouvoir.

Et pourtant, cette voie est empruntée les matins comme les soirs par une grande partie des travailleurs de la zone industrielle de Yopougon, en tous les cas par ceux qui habitent Abobo. En plus d'être exposés à tous les produits toxiques que nous respirons à longueur de journée dans les entreprises dans lesquels nous sommes exploités, nous risquons notre vie en venant au travail et en rentrant le soir sur cette voie dangereuse.

Pendant ce temps les pouvoirs publics prennent leur temps, préoccupés qu'ils sont à servir la soupe aux riches.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MECONTENTES, LES TRAVAILLEURS DU PONT DE JACQUEVILLE BLOQUENT LES TRAVAUX PENDANT DEUX JOURS

Le lundi 13 octobre, les travailleurs d'ARAB CONTACTORS, la société qui a en charge la réalisation du pont de Jacquville, ont paralysé les deux entrées du chantier pour obliger la direction à donner une réponse à leurs revendications salariales. Mais c'est seulement le mardi après avoir durcis le ton qu'ils auront une oreille attentive.

C'est depuis un mois que ce bras de fer qui se déroule entre les travailleurs et la direction de cette entreprise dure. Les travailleurs ont tenté par plusieurs reprises d'approcher la direction pour exposer les difficultés qu'ils rencontrent dans le travail, mais en vain. Certains ont même fait les frais de leur entêtement à croire que les patrons peuvent un jour les écouter. Ils ont été virés sans préavis ni indemnités. Ceux qui ont même tenté de se plaindre à la direction du travail, la société a dit ne pas les reconnaître. C'est irrité par autant de mépris que les travailleurs ont commencé à s'organiser. Mais là encore le patron ne voulait rien entendre. Il a tenté de prendre le nom de ceux qui organisaient leurs camarades, dans le but de les licencier.

Comme ces intimidations n'ont pas marché, il a alors fait semblant de répondre aux préoccupations des travailleurs. Il leur a demandé de faire la liste de leurs revendications. Mais une fois les papiers déposés, la direction a commencé à balancer les travailleurs entre le responsable comptable et le Directeur Général qui était en voyage. Vu ce jeu de Ping-pong à n'en point finir, les travailleurs ont déposé un préavis de grève de trois jours ouvrables, le mercredi 8

octobre. Malgré ce préavis, la direction n'a pas trouvé nécessaire de répondre aux travailleurs. C'est ainsi que le lundi 13 octobre, les travailleurs ont tout bloqué sur le chantier. Ce premier jour, la direction du chantier s'est barricadée en essayant même de faire fonctionner le chantier par des ouvriers et techniciens arabes, vraisemblablement des égyptiens. Dans l'après-midi, les travailleurs se sont réunis en assemblée et ont décidé que le lendemain, l'accès au chantier sera interdit à tous, même la direction.

Le lendemain très tôt, c'est la police BAE qui prit d'assaut l'entrée du chantier côté route Abidjan. Au même moment, les travailleurs à leur tour bloquaient aussi l'entrée côté Jacquville. Dans tous les cas, le chantier était complètement paralysé. Et finalement le ministre des infrastructures, envoya en pompier, son directeur de cabinet qui s'est joint au Préfet et Sous-préfet de Jacquville, pour rencontrer les travailleurs.

Au cours de la rencontre, chose qui montre de quel côté se trouve ces gens du gouvernement, c'est plutôt le représentant du ministre qui devint le seul interlocuteur des travailleurs et même le défenseur acharné de l'entreprise. A la fin de la rencontre, les travailleurs ont obtenu la paie des droits des travailleurs déjà licenciés ainsi que les indemnités liées à l'ancien contrat pour ceux qui sont encore en fonction. La direction doit proposer un nouveau contrat qui prendra en compte tous ces éléments ainsi que la déclaration à la CNPS. Un nouveau rendez-vous a été pris pour la fin du mois.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs sont repartis la tête haute. En faisant le compte rendu à leur collègue, ils ont insisté sur le fait que tout cela est bon mais que « *le serpent n'est pas encore mort* »

comme le dit un adage d'ici. Pour dire qu'il ne faut pas baisser les bras en prenant les promesses des patrons comme de l'argent comptant.

LES TRAVAILLEURS DE CICO SYNATRESOR SE FONT RESPECTER APRÈS DEUX JOURS DE GRÈVE

Le vendredi 24 septembre, les travailleurs ont engagé une nouvelle lutte avec leur direction pour la paie de leur salaire de la quinzaine ainsi que la signature d'un contrat de 6 mois.

C'est depuis le mois de juin que les travailleurs de ce chantier ont commencé à manifester leurs mécontentements vis-à-vis de la direction. Les premières grèves étaient dues au retard de leur salaire. Après un arrêt de travail qui avait duré deux jours, les choses sont rentrées en ordre. Les travailleurs en avaient profité pour déposer une liste de revendications.

Après un mois de négociations entre les deux parties, la direction a demandé un délai de trois mois pour mettre en application les différents points de revendications. Ainsi, il a été convenu qu'à partir du 1^{er} octobre, la direction allait appliquer le barème du bâtiment en payant les manœuvres à 4300 F par jour au lieu de 2500 F. elle devrait aussi déclarer tous les travailleurs à la CNPS, mettre fin à l'ancien contrat et proposer de nouveaux contrats aux travailleurs.

Les trois mois se sont écoulés sans qu'elle ne prenne ces dispositions. Finalement, sur la pression des travailleurs elle proposa des contrats à durée déterminée de trois mois, alors que le chantier n'est pas à sa fin. C'est ce que refusèrent les travailleurs qui

voulaient plutôt un contrat de 6 mois fermes. Comme il n'y a pas eu d'accord, la direction refusa de leur verser leur salaire réajusté, qui pourtant n'avait rien avoir avec la signature du contrat. Pour montrer leur colère ainsi que leur détermination, les travailleurs ont déposé un préavis de 48 heures, le mercredi 22 octobre, pour une grève illimitée en cas de non satisfaction. Le vendredi 24, les travailleurs ont commencé leur mouvement. Au début, ils se contentent de se regrouper tout simplement sur le chantier, tout en laissant la bétonnière et les tâcherons continuer à travailler. Mais jusqu'au soir, la direction faisait toujours comme si de rien n'était. Avant de regagner leur domicile, les travailleurs décidèrent que le lendemain, rien ne doit bouger sur le chantier. C'est ce qui fut fait. Comme par hasard, la direction convoqua rapidement une rencontre à son siège. Au cours de la rencontre, les travailleurs posaient comme préalable à toutes discussions, la paie des salaires. La direction recula et accepta aussitôt. Ensuite dans la négociation elle céda aussi sur le contrat de 6 mois fermes.

C'est tout regonflé que les travailleurs retournaient sur leur chantier pour décider de la levée du mot d'ordre de grève et la reprise des travaux le lundi 27 octobre.

<p style="text-align: center;">EBOLA : L'IMPUISSANCE DES ÉTATS AFRICAINS ET L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES DANS LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE</p>

Ces derniers temps, les grands médias de la planète se sont mis à parler de l'épidémie d'Ébola parce que les victimes ne sont plus seulement en Afrique de l'Ouest mais aussi en Europe et aux États-Unis. Un patient, avec tous les symptômes de cette épidémie, s'est présenté dans un hôpital du Texas et on l'a renvoyé chez lui en lui recommandant de prendre des antibiotiques et du paracétamol. Deux semaines après, le malade est mort. Les deux infirmières qui l'ont examiné ont été contaminées. Récemment un médecin qui travaillait pour Médecins sans Frontière en Guinée, en rentrant chez lui à New York, a ressenti les symptômes d'Ébola. Cette fois-ci les autorités sanitaires américaines ont pris toutes les mesures médicales nécessaires pour le soigner. La fiancée et les deux amis du médecin ont été mis en quarantaine. Il y a eu un cas similaire en Espagne. En France par contre il y a eu plus d'affolement que de peur. À la moindre alerte tout le monde en parle. Une personne qui vient de la Guinée devient un suspect et il est mis en quarantaine.

En Afrique de l'Ouest, dans les pays limitrophes de la Guinée et du Libéria, des cas commencent à se présenter, celui par exemple d'une fillette de deux ans qui est revenue à Kayes, au Mali, après avoir voyagé en Guinée, en compagnie de sa grand-mère. Elle a succombé à la maladie. En Côte d'Ivoire, un aide-soignant guinéen potentiellement contaminé, rentré clandestinement, a disparu de la circulation. Ce qui est sûr, c'est que même si les autorités se disent vigilantes, les frontières sont incontrôlables. Cela veut dire que la lutte contre cette épidémie demande des moyens nettement plus importants que ceux qui ont été mis en place. À l'heure actuelle, sur environ 10.000 cas recensés, on dénombre près de 4 900 morts depuis environ un an. Et la

propagation de l'épidémie va en augmentant.

Certes des organismes internationaux comme l'OMS, (Organisation Mondiale de la Santé), MSF (Médecins Sans Frontière) sont mobilisés dans certaines zones infectées par le virus Ebola. Des États de divers pays occidentaux et d'Afrique font des dons en argent et en personnel médical. Il s'avère que pour l'instant ces aides sont insuffisantes. Les grandes puissances comme les États-Unis et les pays de l'Union Européenne font certes de grandes déclarations et des gestes de charité. Mais c'est misérable et ce n'est pas du tout à la hauteur de leurs moyens. Un tout petit pays comme Cuba, avec ses faibles moyens économiques, fait beaucoup plus pour aider les populations africaines dans la lutte contre cette épidémie en envoyant un nombre de médecins supérieure à celui de toutes les grandes puissances.

On sait très bien que lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts, les grandes puissances savent mettre en jeu des moyens très efficaces. Les exemples sont nombreux. Dans le passé, elles se sont bien alliées pour mettre en branle tous leurs moyens militaires sophistiqués pour virer le régime de Saddam Hussein en Irak et s'emparer des richesses pétrolières du pays. Et à l'heure actuelle, ces mêmes États ont fait l'Union sacrée pour écraser les milices du groupe État Islamiste (EI). Les moyens en jeu sont importants.

Mais quand il s'agit de s'occuper de la santé des populations, cela devient négligeable dans leurs préoccupations. Quant aux dirigeants des pays africains, ils sont avant tout préoccupés par le pillage des caisses de l'Etat et sont autant méprisants envers les intérêts des populations pauvres de leurs pays que serviles envers ceux de leurs maîtres des puissances occidentales.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.